

Marché de prestations intellectuelles

ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE

Mission d'étude des potentiels bioclimatiques et du recours aux énergies renouvelables

Projet de construction de bâtiments préfabriqués et/ou modulaires pénitentiaires sur le site de Châteaudun.

Novembre 2025

**DOCUMENT CONTRACTUEL VALANT AE ET CCP
(AE-CCP)**

EJ :

Numéro d'identification : 25-985

Pouvoir Adjudicateur

Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ)
67 avenue de Fontainebleau, 94270 Le Kremlin-Bicêtre

Objet Du marché

Mission d'étude des potentiels bioclimatiques et du recours aux énergies renouvelables pour la construction de bâtiments préfabriqués et/ou modulaires pénitentiaires sur le site de Châteaudun

Date de notification du marché :

Montant TTC :

Inférieur à 39 900 € HT

Nantissement :

Passation du marché

Marché passé sans publicité conformément à l'article R.2122-8 du code de la commande publique.

Mois m0

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **décembre 2025**.
Ce mois est appelé mois zéro : « mois m0 ».

Autorité responsable du marché :

Monsieur le Directeur Général de l'APIJ, 67 avenue de fontainebleau, 94270 LE KREMLIN-BICETRE

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique :

Monsieur le Secrétaire Général, 67 avenue de fontainebleau, 94270 LE KREMLIN-BICETRE

Ordonnateur :

Monsieur le Directeur Général de l'APIJ, 67 avenue de fontainebleau, 94270 LE KREMLIN-BICETRE

Comptable assignataire des paiements :

Monsieur l'agent comptable de l'APIJ, 67 avenue de Fontainebleau, 94270 LE KREMLIN-BICETRE

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1.	PRESTATAIRE	4
ARTICLE 2.	PIECES CONSTITUTIVES	5
ARTICLE 3.	CONTEXTE DU MARCHE	5
ARTICLE 4.	OBJET DU MARCHE	8
ARTICLE 5.	MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	10
ARTICLE 6.	DOCUMENTS A PRODUIRE (LIVRABLES)	10
ARTICLE 7.	DUREE DU MARCHE	11
ARTICLE 8.	DELAIS ET PENALITES	11
ARTICLE 9.	SOUS-TRAITANCE	11
ARTICLE 10.	PRIX DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 11.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	15
ARTICLE 12.	DROITS ET OBLIGATIONS – CONFIDENTIALITE	15
ARTICLE 13.	ASSURANCE	16
ARTICLE 14.	DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	16
ARTICLE 15.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU TITRE DU DETACHEMENT DE SALARIES	16
ARTICLE 16.	E-ATTESTATION	17
ARTICLE 17.	RESILIATION DU MARCHE	17
ARTICLE 18.	REGLEMENT DES DIFFERENDS	17
ARTICLE 19.	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	18

Article 1. Prestataire

Titulaire unique ou mandataire du groupement solidaire ou mandataire solidaire du groupement conjoint (Rayer la mention inutile)	
Nom :	
Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :	
En qualité de :	
Société	
Au capital de :	
Ayant son siège social :	
Téléphone :	
Immatriculé à l'INSEE le :	
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
Adresse de l'établissement	
Code d'activité économique principale (APE) :	
N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés :	
2^{ème} co-traitant	
Nom :	
Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :	
En qualité de :	
Société	
Au capital de :	
Ayant son siège social :	
Téléphone :	
Immatriculé à l'INSEE le :	
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
Adresse de l'établissement :	
Code d'activité économique principale (APE) :	
N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés :	
3^{ème} co-traitant	
Nom :	
Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :	
En qualité de :	
Société	
Au capital de :	
Ayant son siège social :	
Téléphone :	

Immatriculé à l'INSEE le :	
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
Adresse de l'établissement :	
Code d'activité économique principale (APE) :	
N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés :	

Le futur titulaire du présent marché est dénommé ci-après et dans les autres pièces « le titulaire ».

Après avoir pris connaissance du présent AE-CCP, de ses annexes, et des documents qui y sont mentionnés, et après avoir produit les attestations et déclarations prévues par le code de la commande publique, et plus particulièrement ses articles R.2143-3 - R.2143-6 à R.2143-10 ; R.2143-16 le titulaire :

- Affirme sous peine de résiliation du marché prévue à l'article L.2195-4 du code de la commande publique que la société pour laquelle j'interviens, ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner obligatoires, générales et facultatives visées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique.
- Atteste sur l'honneur, que toutes les prestations du marché seront réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-1 et R. 3243-3 du code du travail,
- S'engage sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le présent marché, à exécuter les prestations du marché aux conditions particulières ci-après, qui constituent l'offre.

Le présent engagement ainsi présenté ne le lie toutefois que si le marché ne lui est notifié dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Article 2. Pièces constitutives

Les pièces constitutives du marché, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi, sont les suivantes, par ordre de priorité :

- *Le présent document contractuel valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières (AE-CCP) et ses annexes ;*
- *Le CCAG applicable au marché public de prestations intellectuelles (CCAG-PI), selon arrêté du 30 mars 2021 ;*
- *Le mémoire technique, remis par le titulaire dans son offre, qui n'est contractuel que pour les engagements allant au-delà des exigences des pièces ci-dessus.*

Article 3. Contexte du marché

M. Gérard DARMANIN, ministre d'État, garde des Sceaux, ministre de la Justice, a annoncé une évolution du système immobilier pénitentiaire, consistant notamment en une plus grande différenciation des conditions de détention en fonction du profil des personnes détenues.

Le ministère de la Justice a ainsi mandaté l'APIJ pour la conduite d'études visant à l'implantation d'un quartier de semi-liberté (QSL) dans le domaine pénitentiaire de Châteaudun. Ce faisant, l'APIJ souhaite aujourd'hui la réalisation d'une étude visant à orienter la conception de ce futur établissement selon des principes bioclimatiques prenant en compte les potentialités du site en termes d'énergies renouvelables (ENR)

PLAN DE SITUATION

The map shows the town of Châteauneuf and surrounding areas. A red line outlines the 'Zone d'étude' (study zone). A black dot within this zone is labeled 'Maison d'arrêt existante' (existing detention house). Other labels include 'Saint-Denis-Lanney', 'St-Denis-les-Ponts', 'CHATEAUNEUF', 'Boulevard de la République', and 'Rue de la République'. The map also shows the 'Boulevard de la République' and 'Rue de la République'.



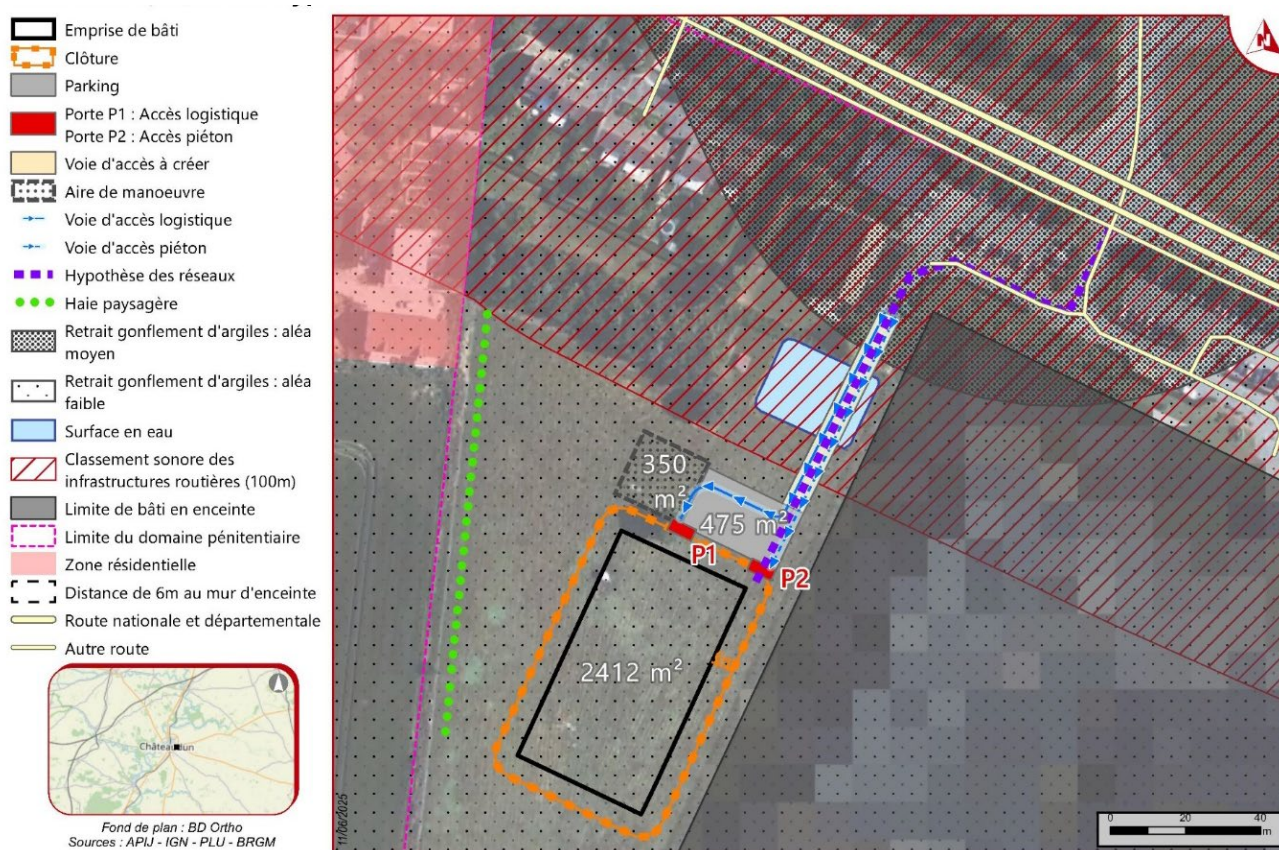
Le site étudié est à proximité immédiate de la route nationale 10 mais est également desservi par la route départementale 955 (qui dessert Orléans vers l'est en environ 50 minutes) et représente une superficie d'environ 8 300m² (parcelle cadastrale YR00060). Il est actuellement occupé par de l'écopâturage.

Au nord se trouve un bassin d'infiltration, une haie et des arbres masquant en partie la vue vers les bâtiments du personnel. Un arbre isolé est également présent à proximité du bassin.



Le projet consiste en la création d'un quartier semi-liberté de 50 places, en R+1, avec une surface d'emprise au sol estimée à environ 3000 m². Cette surface tient compte des cours extérieures (promenade et logistique) ainsi que de 400 m² de stationnements pour les personnels et les visiteurs prévus pour ce quartier.

Le schéma ci-dessous est une représentation, à titre indicatif, de la faisabilité du projet de construction.



Implantation prescrite pour le futur QSL

Article 5. Objet du marché

4.1. Objectif des prestations

La prestation doit permettre de rédiger :

- Une note à destination des futurs concepteurs de l'établissement pénitentiaire qui permettra de les orienter pour concevoir l'établissement selon les principes du bioclimatisme et prendre en compte les potentialités du site en termes d'énergies renouvelables (ENR) ;
- Une étude de préfaisabilité ENR prenant en compte les potentialités du site en termes d'énergies renouvelables, incluant une analyse en coût global.

4.2. Nature de la prestation

A) Phase « Recueil et analyse des données »

Une réunion de lancement sera organisée au démarrage de la mission avec le titulaire, afin de lui communiquer le programme fonctionnel et technique des projets QSL l'étude de faisabilité (analyse des données documentaires existantes sur les documents d'urbanisme, les risques naturels, les risques technologiques...) ainsi que l'ensemble des études techniques déjà réalisées ou en cours de réalisation (étude faune flore...).

Le titulaire prendra connaissance des documents transmis et réalisera une visite du site. Les modalités de cette visite de site seront à préciser et à valider par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire devra notamment préciser :

- les identités des personnes présentes à la visite ;
- les horaires de présence sur site ;
- les modalités d'accès au site.

B) Phase « Description du site et potentiel bioclimatique du site »

Le but de l'analyse est d'identifier les atouts et contraintes environnementaux et énergétiques à prendre en compte dans la conception future (météorologie, orientation des vents dominants, masques éventuels, exposition solaire, topographie, nature du sol, infiltration aisée de l'eau de pluie ou non, risques naturels, etc.).

L'analyse de site doit permettre de mesurer les atouts à valoriser et les points sensibles, propres au site lui-même, qui devront être traités avec vigilance par l'équipe de conception pour atteindre les objectifs visés dans le programme.

Le titulaire rédigera un rapport détaillé, reprenant une description du site et par thème l'ensemble des analyses réalisées.

Le rapport sera largement illustré de cartes, photos du site et extraits d'études techniques.

A l'issue de cette phase, une réunion de restitution devra être réalisée par le titulaire auprès du maître d'ouvrage.

C) Phase « Etude de préfaisabilité ENR »

Le but de l'étude est d'identifier et de quantifier, sur le site, les potentiels/gisements pour chaque filière ENR (bioénergie, énergie solaire, énergie éolienne, énergie du sous-sol, etc.).

Une première partie se concentrera sur l'état des lieux du contexte énergétique de l'opération, en dressant la liste des énergies renouvelables et de récupérations disponibles localement et qui seront donc étudiées dans le cadre du projet. Elle récapitulera aussi le cadre réglementaire dans lequel s'inscrit le projet (à l'échelle nationale, échelle locale...) et déterminera les besoins énergétiques du projet grâce aux informations fournies par le maître d'ouvrage (surfaces des bâtiments, relevés de consommation d'autres projets...).

La seconde partie de l'étude permettra de réaliser l'évaluation des opportunités énergétiques du site. En cohérence avec l'analyse du site et des gisements identifiés, l'étude :

- Identifiera les solutions pouvant être mises en œuvre. Elle précisera en outre pour chaque solution :
 - le potentiel énergétique (production ou raccordement à une installation existante) de chacune des filières ENR,
 - la pertinence et la facilité de mise en œuvre (au regard de la surface du site, des contraintes pérennitaires...),
 - le cas échéant, le type de montage contractuel envisagé (tiers investisseur ou investissement de l'Etat) sera précisé et l'étude justifiera le choix d'un tel montage,
 - une estimation des coûts d'investissement associés à chacune des filières identifiées et du temps de retour sur investissement (l'étude technico-économique sera détaillée et mentionnera les hypothèses de dimensionnement, les hypothèses financières, etc.),
 - une analyse du scénario selon des critères environnementaux, économiques et techniques,
 - les éventuelles autres dispositions qui devront être mises en œuvre (orientation des bâtiments, stockage, locaux techniques associés, etc.),
- Comparera les différents scénarii de recours aux énergies renouvelables selon les critères environnementaux, économiques et techniques préalablement pris en compte dans l'analyse de chaque scénario,
- Proposera des préconisations d'objectifs programmatiques spécifiques à l'opération, en termes de recours aux ENR.

A l'issue de cette phase, une réunion de restitution devra être réalisée par le titulaire auprès du maître d'ouvrage.

D) Livrables

Les rendus comprendront :

- Une note à intégrer au dossier de consultation des entreprises comprenant :
 - Un chapitre introductif sur le contexte réglementaire et incitatif (à l'échelle nationale rappel des réglementations, à l'échelle de la région (schéma climat air énergie), fonds européens, aides ADEME, et à l'échelle de l'EPCI par exemple labellisation du territoire zéro déchets TEPOS, agenda 21, ...),
 - L'analyse du potentiel bioclimatique et du potentiel ENR du site,
 - Un chapitre conclusif qui reprendra un ensemble de préconisations généralistes à l'attention des concepteurs pour une conception bioclimatique du projet intégrant des ENR.

- Une étude de préféabilité ENR prenant en compte les potentialités du site en termes d'énergies renouvelables, incluant une analyse en coût global. Cette étude devra répondre aux attendus du cadre législatif en vigueur, notamment l'article L300-1-1 du Code l'urbanisme et son premier alinéa.

Article 6. Modalités d'exécution du marché

5.1. Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ).

5.2. Titulaire

Le titulaire désignera la personne en charge de la présente mission, qui sera l'interlocuteur principal de l'APIJ et des interlocuteurs locaux (administration pénitentiaire, Municipalité...). Le titulaire assurera le suivi et la bonne exécution de la mission, jusqu'à la validation définitive du rapport par l'APIJ.

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

5.3. Généralités

Au titre du marché le titulaire :

- participe à toutes les réunions et tous les entretiens nécessaires au bon déroulement de sa mission,
- informe régulièrement le maître d'ouvrage de l'avancée de sa mission,
- fait valider par le maître d'ouvrage tout document qu'il aura produit et toute diffusion aux personnes extérieures à l'APIJ, ainsi que toute prise de contact avec des personnes extérieures à l'APIJ.

5.4. Modalités d'exécution

La mission du titulaire telle que décrite à l'article 4 commence dès la notification du présent marché.

Les prestations sont rémunérées par l'application des prix forfaitaires indiqués à l'article 8 du présent document contractuel.

La bonne exécution des prestations dépendant des personnes désignées au marché, il sera fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

Article 7. Documents à produire (livrables)

Le prestataire remettra au maître d'ouvrage ses différents livrables selon les modalités décrites à l'article 4 du présent AECCP. Le titulaire transmettra sur demande l'ensemble des documents au format natif.

Article 8. Durée du marché

Le marché prend effet à sa date de notification et s'achève à la validation du dernier élément de mission par le pouvoir adjudicateur.

La durée du marché est de 6 mois.

Article 9. Délais et pénalités

8.1. Délais

La mission du titulaire commence dès la notification du présent marché.

La remise de l'ensemble des livrables se fera dans un délai de 6 semaines à compter de la notification du marché.

Toute modification des livrables demandée par le pouvoir adjudicateur doit être effectuée sous 1 semaine.

8.2. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de retard dans l'exécution des prestations, il sera fait application d'une pénalité journalière égale à 150 € HT par jour.

D'autre part la pénalité suivante pourra être appliquée et retenue sur les décomptes du titulaire : absence ou retard à toute réunion à laquelle le titulaire est dûment convoqué par le pouvoir adjudicateur : 150 € HT.

Sauf indication contraire, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constatation du pouvoir adjudicateur. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date d'achèvement réelle des prestations et la date limite initialement fixée.

En cas de non-respect de plusieurs délais, les pénalités sont cumulables.

Il ne sera pas appliqué de pénalités si le retard est imputable au pouvoir adjudicateur. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité.

8.3. Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles de confidentialité

En cas de non-respect des obligations contractuelles de confidentialité détaillées à l'article 11 du présent AECCP, il sera fait application d'une pénalité de 150 € par manquement constaté, puis de 150€ par jour calendaire de retard pour la régularisation de la situation.

Article 10. Sous-traitance

9.1. Acceptation d'un sous-traitant

La demande d'acceptation d'un sous-traitant, élaborée conformément à l'article Article R. 2193-1 et R3193-2 du code de la commande publique, indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance, et le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque document constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant des prestations que le titulaire envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est récapitulé dans le tableau ci-après.

Nature de la prestation sous -traitée	Nom du Sous-Traitant	Montant de la prestation sous -traitée TVA incluse
TOTAL		

9.2. Sous-traitance en cours de marché

Pour la déclaration de sous-traitants en cours de marché, il sera fait application des dispositions de l'article R. 2193-3 et R2193-4 du code de la commande publique.

Article 11. Prix des prestations

Le montant forfaitaire et global du marché est de :

Phase « Description du site et potentiel bioclimatique du site	€ HT
Phase « Etude de préféabilité ENR »	€ HT
Montant TOTAL € HT	€ HT
TVA à 20 %	€
Montant total € TTC	€ TTC

Montant arrêté en toutes lettres toutes taxes comprises :

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations. Il est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché y compris les frais de déplacements, les frais d'hébergement, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

En cas de groupement et de paiement individualisé, la répartition entre les cotraitants est annexée à l'acte d'engagement.

10.1. Variation dans les prix

Les prix du marché sont fermes et définitifs.

10.2. Délai global de paiement

Le délai global de paiement maximum imparti au représentant du pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours à compter de leur réception.

Le titulaire devra avertir sans délai le pouvoir adjudicateur de tout changement de domiciliation bancaire et produire à cette fin les justificatifs correspondants.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires, au taux et selon la réglementation en vigueur.

10.3. Modalités de paiement

La facture sera adressée à l'APIJ sous forme dématérialisées via le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Cette demande de paiement comprendra au minimum les informations suivantes :

- Nom et N° du marché
- la désignation de la ou des missions concernées ainsi que des prestations réalisées correspondant au montant facturé
- Le numéro d'EJ (indiqué en première page du présent document)
- Le SIRET de l' APIJ (180 092 256 00023)

Le pouvoir adjudicateur vérifie la demande de paiement et y applique les pénalités éventuelles pour retard et les avances à rembourser.

Le montant des paiements à verser au titulaire est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant de paiement en prix de base, établi par différence entre le montant du paiement et celui du paiement précédent ;
- l'incidence de la TVA ;
- les pénalités éventuelles ;
- le montant de l'acompte à verser, et la récapitulation des trois montants ci-avant.

Le titulaire peut demander des acomptes mensuels au prorata des prestations réellement exécutées, dans la limite de 80% du montant total du marché.

Le pouvoir adjudicateur accepte, rectifie ou complète la demande de paiement du titulaire.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le montant de la somme à régler au titre des acomptes, qu'il soit ou non différent du montant figurant dans la demande de paiement, n'a pas à être notifié au titulaire.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le solde n'est pas notifié au titulaire du marché sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application de pénalités ou de réfections.

Si après notification de la décision de réception ou de fin de mission et après avoir été mis en demeure d'adresser sa demande de paiement du solde au service facturier de l'APIJ, le titulaire ne produit pas sa demande de paiement dans un délai de 30 jours courant à compter de la réception des prestations, le pouvoir adjudicateur

peut procéder d'office à la liquidation. Le pouvoir adjudicateur établit le décompte. Ce dernier est notifié au titulaire. La notification peut se faire par courrier en recommandé ou par mail avec accusé de réception du titulaire.

A défaut de contestation de ce décompte dans le délai de 30 jours à compter de la notification du décompte, ce dernier est réputé accepté, vaut solde. Le pouvoir adjudicateur procède d'office à la liquidation.

10.4. Paiement

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues en les créditant sur le compte suivant :

Coordonnées bancaires du titulaire ou du groupement en cas de compte unique (obligatoire en cas de groupement solidaire)

COLLER LE RIB

Coordonnées bancaires du titulaire ou du groupement en cas de paiement sur des comptes distincts

COLLER LES RIB

Si les RIB ne peuvent être insérés sur les actes d'engagement, ils seront joints à l'acte d'engagement.

Modification des coordonnées administratives

- En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement par courrier à l'attention de l'agence comptable de l'APIJ et fournir le RIB correspondant.
- En cas de modification du numéro SIRET, le titulaire doit impérativement notifier ce changement par courrier à l'attention de l'agence comptable et du Service Budgétaire et Financier de l'APIJ

Article 12. Propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 35.2.1 du CCAG PI, le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférente aux résultats dont il est l'auteur et qui résultent de l'exécution des dispositions du présent marché, permettant ainsi au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement.

Ces droits comprennent :

- Le droit de reproduire et/ou de représenter tout ou partie des résultats, notamment sous forme de cliché photographique et sur tout support, notamment papier, électronique, numérique ou tout autre, actuel ou futur et ce pour toute destination et/ou exploitation non commerciale ;
- Le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie les résultats.
- Le pouvoir adjudicateur est autorisé à exercer les droits de reproduction et de représentation ci-dessus énoncés dans un but non commercial, afin d'illustrer des plaquettes qui pourront être diffusés pour ses besoins propres, mais également par d'autres administrations.
- La cession de ces droits est consentie à titre gratuit pour toute la durée de protection des droits d'auteur sur le territoire français.

Le titulaire du marché reste seul responsable de l'exécution de ces dispositions à l'égard de ses salariés et des tiers intervenant pour son compte.

Article 13. Droits et obligations – confidentialité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire, sauf autorisation de l'APIJ, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes les mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;

- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 8.3 du présent AE-CCP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code Pénal.

Article 14. Assurance

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le pouvoir adjudicateur à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à adresser au pouvoir adjudicateur son attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention et le même document en ce qui concerne les sous-traitants et ce, dans un délai de 10 jours.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le pouvoir adjudicateur, sans indemnisation. Le candidat s'engage à maintenir la validité du contrat d'assurance RC pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

Article 15. Dispositions relatives au travail dissimulé

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Article 16. Obligations du titulaire au titre du détachement de salariés

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

Article 17. E-Attestation

Afin de remplir ses obligations, l'APIJ a souscrit, à la plateforme E-Attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques. Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Article 18. Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées à l'article 22 et/ou aux articles de 36 à 41 du CCAG- PI.

En outre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis conformément aux articles R2143-3 et R2143-6 à 10 du Code de la Commande Publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure.

Le marché peut également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

Article 19. Règlement des différends

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent préalablement à rechercher les voies d'un accord amiable dans le cadre de l'article 43 du CCAG-PI.

A défaut, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Melun.

Article 20. Dérogation aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1 du CCAG PI, le présent CCAP ne comporte pas d'article recensant les dérogations au CCAG PI auquel il se réfère.

Fait en un seul original à _____, le

Mention manuscrite " Lu et Approuvé "
Tampon de la société

Signature du titulaire ou, cas de groupement, de la totalité des membres du groupement, sauf si les cotraitants ont donné mandat au mandataire pour signer en leurs noms et pour leurs comptes

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

Le pouvoir adjudicateur,

A Kremlin Bicêtre, le

Annexes

Annexe 01 – Demande d'agrément d'un sous-traitant

Annexe 02 – Etude de faisabilité M1 EGIS